



MAROC

Ouverture du Forum pour l'investissement en Afrique

La capitale du royaume chérifien, Rabat, abrite du 4 au 6 décembre les journées transactionnelles du Forum pour l'investissement en Afrique organisées sur le thème « *Tirer parti des partenariats innovants pour passer à l'échelle supérieure* ». Ce rendez-vous, qui se veut une plateforme d'accélération de la transformation économique, réunit des représentants des gouvernements, investisseurs, porteurs de projets, la Banque africaine de développement et d'autres acteurs.

Page 16

L'édition 2024 du Forum pour l'investissement en Afrique se tient au Maroc du 4 au 6 décembre



SECTEUR FORESTIER

Un nouveau projet de développement de la filière bois



Un artisan du secteur/DR

L'Union européenne finance à hauteur de 2 millions d'euros, sur une période de quatre ans, un projet visant à structurer et valoriser la chaîne de valeur du bois domestique. Lancé par l'Association tech-

nique internationale des bois tropicaux, ce projet ouvre de nouvelles perspectives tout en soutenant la préservation des ressources forestières et la création d'emplois.

Page 3

CAN HANDBALL

Le Congo domine le Sénégal

Les Diables rouges handball dames se sont imposées hier à Kinshasa en République démocratique du Congo face aux

Lionnes de la Teranga du Sénégal (25-17) dans le cadre du dernier match de poule de la 26^e édition de la Coupe d'Afrique des nations

(CAN) qualificative à la Coupe du monde 2025. A la mi-temps, les Congolaises menaient leurs adversaires 13 à 8.

COOPÉRATION

Partage d'expériences entre le PCT et le PCC



Les membres du PCT et du PCC

En séjour de travail à Brazzaville, une délégation du Parti communiste chinois (PCC), conduite par le vice-président de l'Académie chinoise des sciences sociales, Pr Cai Fang, a partagé hier son expérience avec le Parti congolais du travail (PCT) sur sa contribution dans les progrès enregistrés par la Chine en matière de développement socioéconomique.

Page 2

Éditorial
Relèvement

Page 2

ÉDITORIAL

Relèvement

Face aux inondations devenues récurrentes à chaque saison des pluies, et autres catastrophes naturelles, les pouvoirs publics, avec l'appui des partenaires, continuent d'apporter l'aide humanitaire d'urgence pour soulager les victimes. Cette année encore, les prévisions météorologiques indiquent que les dégâts pourraient dépasser ceux enregistrés l'année dernière. Dans certaines localités du Congo, les crues sont déjà signalées.

Cette fois, au-delà de l'assistance humanitaire habituelle, une stratégie de relèvement post-catastrophes est nécessaire. Le ministère en charge de ce secteur et le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) s'activent à réactualiser cette stratégie pour permettre aux communautés touchées de se relever plus rapidement grâce à une grande capacité d'adaptation aux impacts du changement climatique.

Il s'agit non seulement de répondre à l'urgence humanitaire à travers une réponse immédiate aux catastrophes qui se produisent, mais aussi d'apporter des réponses adéquates par l'introduction de mesures de prévention des risques qui aboutissent à des solutions beaucoup plus durables.

Le défi majeur est grand : cette stratégie de relèvement requiert des coûts supplémentaires. Aussi, en plus de cerner les spécificités et priorités de chaque localité affectée, il restera à mobiliser les fonds nécessaires pour assurer le succès de la mission.

Les Dépêches de Brazzaville

VIE DES PARTIS

Le PCC partage son expérience avec le PCT

En séjour de travail au Congo, une délégation du Parti communiste chinois (PCC) a présenté, le 3 décembre à Brazzaville, les idées directrices du 3^e plénum de son XX^e comité central au Parti congolais du travail (PCT).

Placée sous la direction du secrétaire permanent aux ressources humaines et aux relations extérieures du PCT, Accel Arnaud Ndinga Makanda, cette session a regroupé plusieurs cadres et dirigeants du parti socle de la majorité présidentielle. « Le 3^e plénum a tracé le plan stratégique pour approfondir davantage la réforme sur tous les plans et promouvoir la modernisation à la chinoise, en précisant les objectifs par étapes, les priorités stratégiques, les axes principaux et les mesures majeures. Il s'agit d'une mobilisation générale et d'une disposition globale visant à faire progresser la réforme intégrale dans sa largeur et sa profondeur à partir d'un nouveau point de départ historique », a rappelé le vice-président de l'Académie chinoise des sciences sociales, le Pr Cai Fang, en présence de l'ambassadeur de Chine au Congo, Li Yan. Selon lui, le 20^e congrès du PCC a mis en place des grandes dispositions pour le bilan de la bonne organisation chinoise à travers cinq caractéristiques. Il s'agit, entre autres, de la modernisation de la population ; la synergie entre les cultures ; l'harmonie entre l'homme et la nature ainsi que la poursuite du développement pacifique. Depuis le XVIII^e Congrès du PCC, la répartition des revenus a connu des améliorations, mais les écarts entre les différentes catégories de revenus ainsi que les inégalités

dans la fourniture des services publics de base persistent. Ces phénomènes freinent, a poursuivi Cai Fang, l'expansion de la demande intérieure et s'éloignent de l'objectif de modernisation caractérisé par la prospérité commune pour 1,4 milliard d'habitants.

« Ainsi, le 3^e plénum a placé la garantie et l'amélioration des conditions de vie parmi les priorités de la construction institutionnelle. La Chine garantit et améliore le bien-être de la population à travers son développement, en s'appuyant sur les principes de faire tout son possible et d'agir en fonction de ses capacités, en vue de perfectionner le système des services publics fondamentaux. Elle a établi le plus grand système de protection sociale au monde : en 2023, 1,07 milliard de personnes étaient couvertes par l'assurance vieillesse de base, et 1,33 milliard de personnes par l'assurance maladie de base », a-t-il soutenu.

Accel Arnaud Ndinga Makanda a, de son côté, rappelé que les membres du PCC sont venus partager et approfondir les échanges d'expériences sur la gouvernance d'Etat et concrétiser les acquis du dernier sommet du Forum sur la coopération sino-africaine (Focac) avec les cadres du PCT. Selon lui, la coopération sino-congolaise qui a planté ses racines depuis 1964 n'a jamais pris la moindre ride et n'a

jamais cessé de se distinguer par son pragmatisme, sa densification et son adaptation aux intérêts des deux pays et aux attentes respectives des deux peuples.

« Le PCT et le PCC entretiennent d'excellentes relations d'amitié, de coopération et de solidarité, marquées par l'intensification des échanges réguliers à tous les niveaux. Chaque jour qui passe, les dirigeants des deux partis apportent la preuve de leur amitié de 60 ans d'existence. Le PCT continue à tirer davantage profit de la précieuse expérience du PCC. Le PCC a conduit le peuple chinois à faire un bond considérable en avant, grâce aux efforts continus au cours du siècle dernier, faisant de la Chine un pays fort, cultivant la solidarité, la paix et le développement à travers le monde », a déclaré le secrétaire permanent aux ressources humaines et aux relations extérieures du PCT.

Il a également rappelé que le PCT s'emploie à maintenir une coopération étroite avec le PCC dans le but de hisser le partenariat stratégique global entre les deux pays vers de nouvelles cimes. Accel Arnaud Ndinga Makanda a, enfin, réaffirmé l'engagement et la détermination du PCT à mettre en œuvre l'initiative « La Ceinture et la Route », ainsi que les résolutions du Focac que le Congo copréside pour la période 2024-2027.

Parfait Wilfried Douniama

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Roger Ngombé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossilé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/
Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistent à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfried Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbenguet Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

SECTEUR FORESTIER

Un nouveau projet dédié à la filière bois

L'Association technique internationale des bois tropicaux (ATIBT) a récemment lancé un projet au profit des acteurs de la filière bois. Dénommé « Appui au secteur privé du marché intérieur du bois », en sigle « ASP-MIB Congo », il vise à structurer et valoriser la chaîne de valeur du bois domestique en encourageant l'utilisation de bois légal et durable sur le marché intérieur.

Financé par l'Union européenne (UE) à hauteur de 2 millions d'euros sur quatre ans, le projet contribuera au développement socio-économique de la filière bois au Congo, tout en soutenant la préservation des forêts et la création d'emplois. En effet, il s'agira, entre autres, d'améliorer les mécanismes de gestion durable de la filière bois. A ce niveau, l'accent sera mis sur le produit. L'objectif est de renforcer cette filière au Congo en améliorant la connaissance des acteurs, en favorisant le dialogue et en augmentant la visibilité de la chaîne de valeur à l'échelle locale et internationale.

Aussi, un renforcement des capacités techniques et financières des acteurs locaux sera de mise. Ce, dans le but d'améliorer les compétences techniques, opérationnelles



Des grumes dans un site forestier/DR

et financières des Petites et moyennes entreprises (PME) du secteur bois.

« Le secteur forestier en République du Congo joue un rôle essentiel dans l'économie nationale, en particulier pour les PME et les artisans. Toutefois, une

grande partie de l'exploitation et de la transformation du bois au Congo se fait de manière informelle et illégale. Cela compromet la durabilité des ressources forestières, prive l'État de revenus et entrave la professionnalisation du sec-

teur », ont fait savoir les initiateurs dudit projet soutenu par l'UE.

Plusieurs acteurs sont de ce fait concernés par ce projet, notamment les PME du secteur bois ; les artisans et petites entreprises non-membres des associations

professionnelles ; les centres de formation professionnelle spécialisés dans les métiers du bois ; les associations professionnelles de la filière bois ; les petits exploitants forestiers et communautés locales ; les femmes dans la filière bois et enfin les transporteurs et revendeurs de la filière bois.

Pour rappel, au Congo depuis 2018, l'ATIBT mène sur le terrain des activités de concertation et d'information du secteur forestier privé national avec l'appui de plusieurs bailleurs internationaux, à savoir l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Fonds français pour l'environnement mondial, le Programme de promotion de l'exploitation certifiée des forêts, l'UE, la coopération britannique.

Gloria Imelda Lossele

DÉCENTRALISATION

Chris Mburu réitère le soutien des Nations unies au Congo

Arrivé au terme de son mandat après cinq ans d'exercice, le coordonnateur résident des agences du système des Nations unies au Congo, Chris Mburu, a fait le 2 décembre ses adieux au ministre délégué chargé de la Décentralisation et du Développement local, Juste Désiré Mondelé.

Lors de son échange avec le ministre délégué, Chris Mburu a rappelé qu'il a beaucoup apprécié et bien travaillé avec Juste Désiré Mondelé sur la décentralisation qui est un instrument de développement du pays et une composante très importante pour les Nations unies. Il a également rassuré son interlocuteur que le nouveau coordonnateur connaît déjà les priorités et en accélère le rythme. « Quand on parle des objectifs de développement durable (ODD), nous avons la décentralisation au cœur. Tout le système des Nations unies a apprécié le travail du ministre et va continuer de soutenir ses efforts », a déclaré Chris Mburu, se félicitant des choix du gouvernement qui communique énormément avec les partenaires. « C'est facile si le gouvernement est très clair sur ses priorités. C'est facile pour le partenaire de l'appuyer là où le besoin se fait sentir », a-t-il poursuivi.

Pendant sa mission diplomatique en terre congolaise, Chris Mburu a sillonné le pays et s'est fait des amis qu'il va quitter le cœur serré. « Je me suis fait des amis, j'ai

trouvé des officiels que je quitte avec le souvenir d'amis. J'ai pu traverser tout le pays...J'ai été inspiré par sa beauté et par l'accueil chaleureux que j'ai bénéficié de tous les Congolais. Je vais garder de très bons souvenirs du Congo. Si j'ai l'opportunité d'y revenir, je la prendrai très vite parce que ce pays m'a beaucoup attiré...J'ai passé de bons moments au Congo », a concédé le diplomate onusien qui s'apprête à quitter le Congo.

Le ministre Juste Désiré Mondelé garde, quant à lui, de Chris Mburu, le souvenir d'une personnalité qui a su casser parfois les codes protocolaires pour se rapprocher véritablement de ses partenaires. « Je l'ai souvent rencontré même à son domicile. Il est arrivé qu'il vienne à mon domicile, parfois en plein week-end, pour parler de la coopération ou de l'appui des agences du système des Nations unies au processus de décentralisation du Congo. Il a su casser les codes pour rapprocher les personnalités de l'exécutif, les citoyens et les cadres. On pouvait le reconnaître dans les rues de Brazzaville en pleine



Chris Mburu faisant ses adieux au ministre Juste Désiré Mondelé/DR

marche dominicale ou se promener avec son épouse. C'était un bel exemple d'humilité et de coopération qui fonctionne bien, lorsque les hommes se rapprochent et se parlent », retient le ministre délégué chargé de la Décentralisation et du Développement local.

Selon lui, Chris Mburu a été un bon partenaire qui a posé les bases qu'il faudrait poursuivre. Juste Désiré Mondelé s'est, en effet, dit confiant de la poursuite des projets liés aux ODD. « 2030 c'est dans cinq ans et 29 jours aujourd'hui. On travaille ensemble avec le Programme des

Nations unies pour le développement pour que le Congo soit bien positionné dans le cadre de la réalisation des ODD. Le but étant de nous mettre véritablement sur la route de l'agenda 2063 de l'Union africaine... », a-t-il conclu.

Parfait Wilfried Douniama

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

PEINTURES

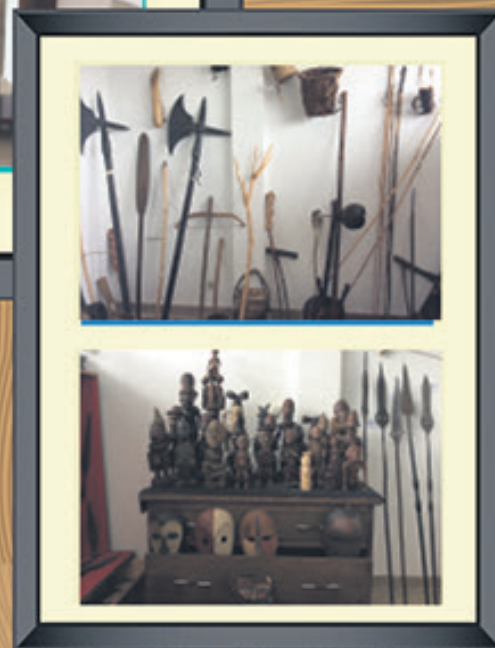
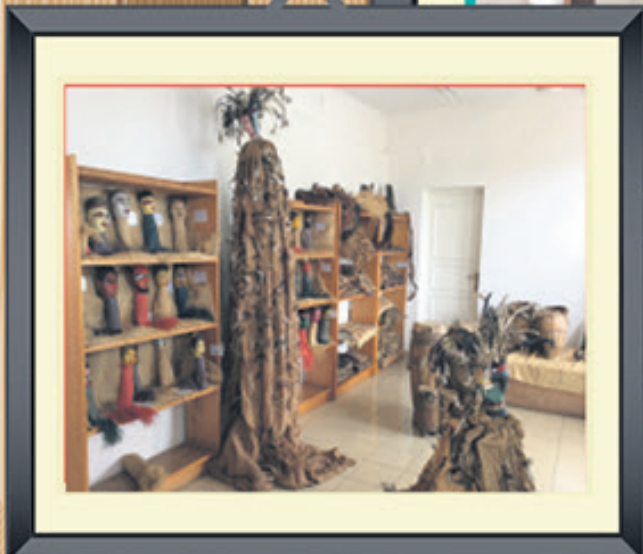
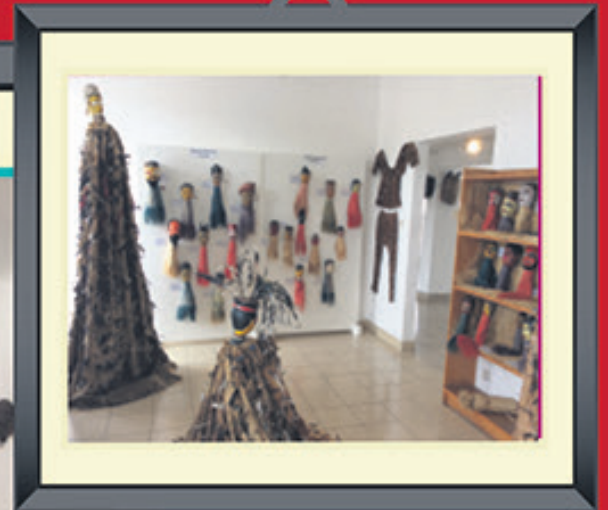
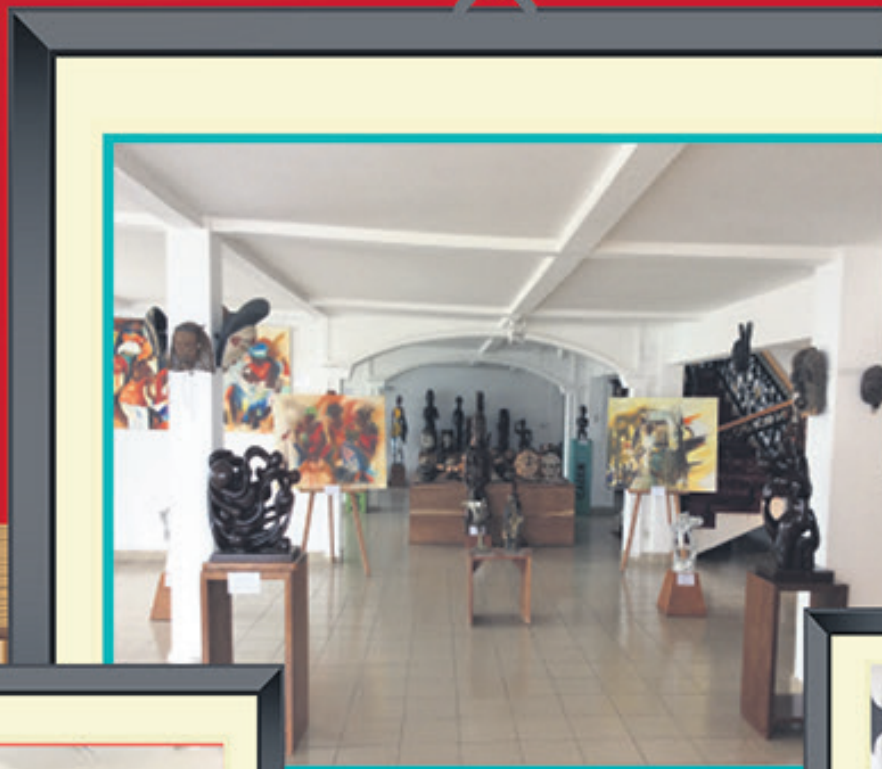
CÉRAMIQUES

MUSIQUE

Musée du Bassin du Congo

galerie CONGO

ARTS ET EXPRESSIONS



L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition
à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo.

LUTTE CONTRE LE DIABÈTE

Plus de 48 millions de F CFA pour soutenir les actions de MCPLC

48 588 000 FCFA ont été collectés au cours de la première édition de la soirée caritative « Elombé » organisée le 28 novembre par l'association Marcher courir pour la cause (MCPLC) dans le but de mettre en place des stratégies très efficaces pour lutter contre le diabète.

MCPLC a défendu ses projets auprès de ses partenaires pour faire reculer le diabète et a obtenu le soutien à des actions qu'elle entend mener. La mission consiste à pouvoir acheter un cabinet médical mobile, un camion d'une certaine taille doté d'une capacité à œuvrer dans le sens de dépistage de la population et de la médication et financer une application digitale, le téléphone étant un élément important pour diffuser le message de sensibilisation au diabète. L'autre défi à relever consiste à financer une maison sport et santé dont la vocation est de prévenir les différents risques. La présence du représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) témoigne de son soutien à l'initiative de lever les fonds à la faveur de la lutte contre cette maladie. « Nous savons que le manque de ressources constitue pour de nombreuses personnes atteintes du diabète l'un des obstacles aux soins de qualité et, notamment, aux médicaments essentiels dont l'insuline. Il empêche l'atteinte de l'objectif lié à la couverture sanitaire universelle et de l'ODD 3 relatif à un meilleur état de santé et la promotion du bien-



être. C'est pour cela que nous félicitons l'engagement et la détermination de l'association MCPLC pour cette initiative de mobilisation des ressources », a commenté Vincent Dossou Sodjinou.

La soirée qui s'inscrit dans la continuité de la célébration de la Journée mondiale de la lutte contre la maladie, le 14 novembre, sur le thème « Diabète et bien-être », a, par ailleurs, permis à l'OMS de soutenir le plaidoyer pour promouvoir, au-delà du diabète, la prévention contre les maladies non transmissibles et transmissibles. « Ensemble,

nous nous engageons à mobiliser suffisamment de ressources pour bâtir dans notre pays des stratégies de promotion de la santé en vue des communautés plus saines et plus résilientes aux problèmes de santé publique », a précisé le représentant de l'OMS.

Comme d'autres partenaires, le directeur général de NSIA a souhaité l'implication de tous pour faire reculer la maladie tout en mettant l'accent sur l'activité physique comme moyen de prévention. « Nous savons que la situation est critique, mais comme nous l'avons prouvé avec la Traver-

La SNPC apportant sa contribution Adiac sée du Mayombe, nous croyons que l'on peut inverser la tendance. A NSIA, nous avons décidé de ne pas être de simples spectateurs de ce phénomène, mais des acteurs du changement. Levons-nous, marchons et faisons reculer le diabète », a souligné Joël Ellah Kouassi. « Je vous invite à rejoindre cette aventure, à participer à cette grande marche solidaire. Marchons ensemble, levons-nous contre cette maladie qui nous touche tous de près ou de loin. Avec votre soutien, nous serons plus forts, plus nombreux et ensemble, nous ferons reculer le

diabète », a-t-il ajouté.

Avis partagé par la Société nationale des pétroles du Congo, sponsor de cette première édition. Jude Ondonda, son directeur amont, a lancé un appel à non seulement soutenir financièrement cette association à travers les dons qui, selon lui, « contribueront à financer les actions de sensibilisation, de prévention et d'accompagnement, mais aussi à relayer cette cause « autour de nous pour que cette impulsion donnée par cette association devienne un mouvement collectif, durable et puissant. »

La SNPC estime que le diabète est un combat de chaque instant qui ne connaît ni de frontière géographique ni de distinction sociale. « Nous réitérons notre engagement à contribuer à la santé de tous en accompagnant cette soirée caritative dédiée à la lutte contre le diabète. Cette soirée se doit être un appel à l'action collective. Ensemble, nous avons la capacité de transformer le projet de l'association MCPLC en un véritable tremplin pour sensibiliser et accompagner les personnes souffrant de cette maladie », a souhaité le représentant de la SNPC.

James Golden Eloué



ABONNEZ VOUS GRATUITEMENT

www.adiac-congo.com/content/newsletter



SAISISSEZ LE LIEN

OU



SCANNEZ LE QR CODE

AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER DE KINSHASA

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

ADIAAC NEWSLETTER

L'information du congo et de sa région en un clic !

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter et restez informé des principaux faits marquants de l'actualité

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
(+ 242) 05 532 01 09
info@lesdepechesdebrazzaville.fr

LUTTE CONTRE LE MPOX

Remise de gels hydro alcooliques au centre des opérations d'urgence

Le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) a fait, le 3 novembre, un don visant à renforcer ce qui se fait déjà dans le cadre de la prévention et le contrôle des infections.

« Ce geste s'inscrit dans le volet prévention et contrôle des infections. Les dix-sept mille flacons qui ont une valeur de 17 millions de FCFA viennent un peu contribuer à l'effort que mène le Centre des opérations d'urgence de santé publique (Cousp) », a fait savoir le délégué du Pnud, Joseph Kalivogui Tanou. Bien après, Gilbert Aristide Nianga, coordonnateur technique du Cousp, a remis officiellement le don au responsable de la logistique de ce centre pour lui donner tout simplement l'apanage de gérer à bon escient ce don.

Selon le coordonnateur du Cousp, Gilbert Aristide Nianga, la moisson est bonne ; l'épidémie au Congo est maîtrisée grâce à la vision du ministre de la Santé qui a su prendre à bras-le-corps, d'après lui, les directives émanant du gouver-



Le coordonnateur du Cousp réceptionnant l'échantillon Adiac

nement. « Il s'agit de bien stériliser les espaces, faciliter et permettre que le premier des gestes qui nous permettent de

nous éloigner du microbe, le geste du lavage des mains, puisse être concrétisé », a-t-il souligné.

Joseph Kalivogui Tanou, délégué du Pnud, quant à lui, a indiqué que ce geste s'inscrit dans une approche un peu plus

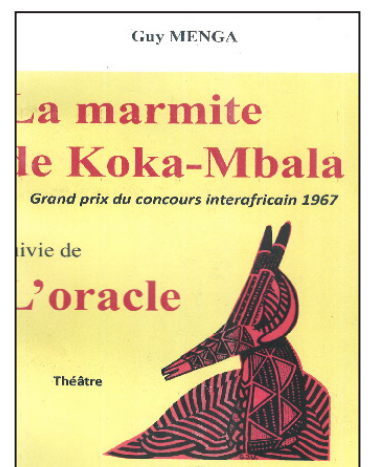
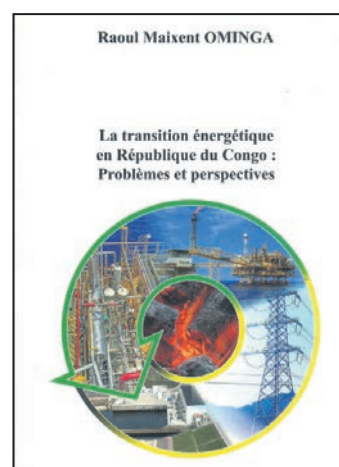
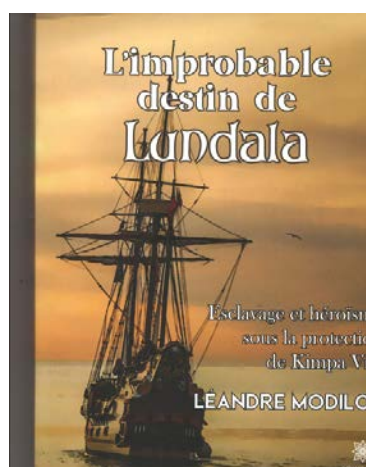
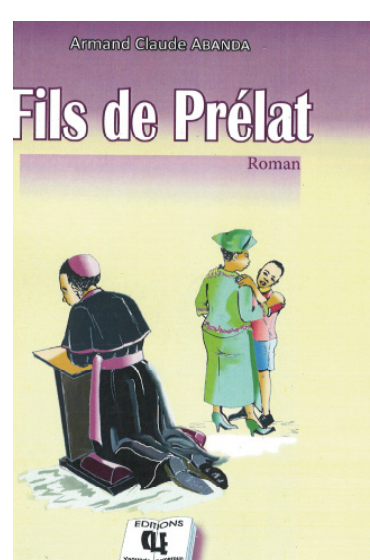
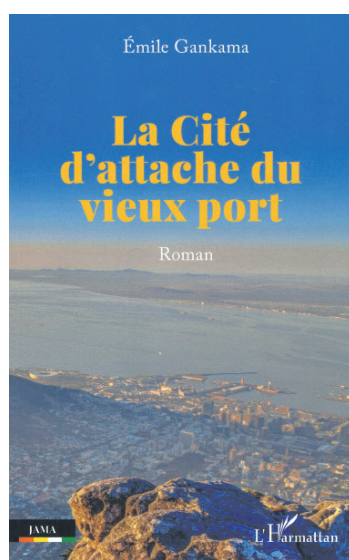
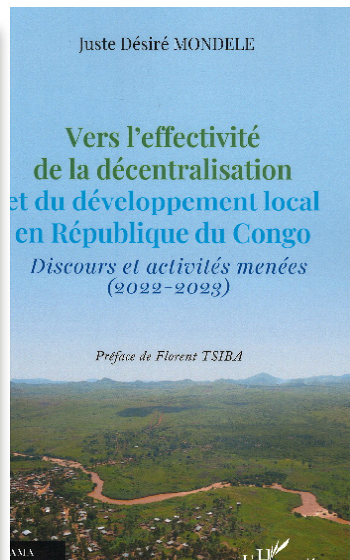
globale de notre appui au côté du ministère de la Santé pour la riposte au Mpox. « Dans nos interventions, nous avons eu à travailler sur le volet laboratoire : il s'agissait de rendre autonomes les départements, de les accompagner sur le paramétrage des machines, la confirmation des tests, le renforcement des capacités également du personnel sur le terrain, de sécuriser le transport des échantillons », a-t-il dit. L'autre volet dans les interventions du Pnud, accompagner le pays à mettre en place une stratégie pour le déploiement du vaccin à venir.

A la date d'aujourd'hui, a-t-on appris des experts, le Congo a notifié 22 cas confirmés. Sur le tableau comparatif, au Congo, il n'y a pas une majoration de l'incidence de cette épidémie, ont-ils fait remarquer...

Guillaume Ondze



EN VENTE



CÔTE D'IVOIRE

Vers l'instauration d'une assurance climatique pour les agriculteurs

Un consortium d'assureurs vient de signer un accord-cadre de collaboration avec l'appui financier de la Société financière internationale (SFI, groupe de la Banque mondiale) pour lancer une assurance climatique au profit des agriculteurs de la Côte d'Ivoire.

La convention, signée lundi à Abidjan, est portée par les compagnies SanlamAllianz Assurances Côte d'Ivoire, AXA et Atlantique Assurances avec pour objectif de répondre aux défis climatiques croissants en Côte d'Ivoire où les risques liés aux sécheresses, inondations et autres événements météorologiques extrêmes affectent particulièrement l'agriculture et les populations vulnérables. L'assurance climatique est un nouveau type de contrat d'assurance destiné aux petits exploitants et aux autres habitants des régions rurales exposés à des risques climatiques. En Côte d'Ivoire, le projet devrait toucher 50.000 exploitants agricoles d'ici à 2026 et marque un tournant pour le secteur agricole en termes de sécurité et de résilience.

Concrètement, le projet va développer des solutions d'assurance tenant compte des particularités des risques cli-



matiques et utiliser les technologies mobiles pour simplifier les paiements et indemniser plus rapidement.

Pour la représentante régionale de la SFI, Josiane Kwenda, la digitalisation des processus d'enregistrement et de gestion des sinistres est essentielle pour toucher les populations rurales les plus vulnérables et les plus éloignées. «Cette ini-

tiative garantit l'accès à des solutions d'assurance adaptées en renforçant la résilience des exploitations face aux aléas climatiques», a-t-elle affirmé. Les assureurs ont, pour leur part, insisté sur la nécessité de rendre l'assurance accessible à tous, relevant son rôle clé pour pérenniser les activités agricoles et améliorer la vie des bénéficiaires.

La base militaire française de Port-Bouët sera définitivement rétrocédée entre juillet et août 2025

La base militaire française située à Port-Bouët, commune d'Abidjan, qui abrite l'aéroport international Félix Houphouët-Boigny, sera définitivement rétrocédée aux Forces armées de Côte d'Ivoire (FACI) entre juillet et août 2025, a appris Xinhua lundi de sources officielles.

Cette base, occupée par le 43e bataillon d'infanterie de marine (Bima) française, sera baptisée Camp général de Corps d'armée (GCA) Ouattara Thomas d'Aquin, en hommage à l'homme qui fut le premier chef d'Etat-major général des armées ivoiriennes entre 1961 et 1974. Selon les FACI, le processus de transition à cet égard a déjà été entamé, le Comité de pilotage mis en place pour coordonner le transfert se réunissant régulièrement, avec la réduction progressive du personnel et du matériel français, ainsi que la cohabitation en cours entre les forces des deux parties sur la base de Port-Bouët.

A terme, la base sera occupée par le 1er Bataillon de Commandos et de Parachutistes de Côte d'Ivoire. Un centre de formation logistique et une école régionale des Systèmes d'information et de communication (SIC) y seront ouverts.

Pour rappel, le 17 septembre 2024, la France a officiellement rétrocédé aux FACI le camp d'entraînement de Lomo Nord, situé dans le centre du pays.

GUINÉE

Le président présente ses condoléances après un drame dans le sud-est

Le président de la Guinée, Mamadi Doumbouya, a présenté lundi sur sa page Facebook ses condoléances aux familles des victimes et a annoncé une commission d'enquête à la suite du drame survenu dimanche dans la région de N'Zérékoré, dans le sud-est du pays.

«Je présente, aux vaillantes populations de Labé et de N'Zérékoré, au peuple de Guinée, et en particulier aux familles endeuillées, mes sincères condoléances, et je souhaite un prompt rétablissement aux blessés», a déclaré le chef de l'Etat. Il a ajouté que le gouvernement met tout en œuvre pour apporter les premières réponses à ce tragique événement, et qu'une mission d'urgence, conduite par le Premier ministre Amadou Oury Bah, a été dépêchée pour évaluer les conséquences.



M. Doumbouya a, en outre, précisé qu'une commission d'enquête serait

constituée pour statuer sur les causes de cette tragédie et situer les respon-

sabilités. «J'en appelle au calme et à la sérénité pour une meilleure ges-

tion de cette catastrophe afin de renforcer notre volonté commune de vivre ensemble, fondée sur la paix et la cohésion sociale», a-t-il conclu.

Un tragique événement, survenu dimanche au stade du 3 Avril de N'Zérékoré lors de la finale d'une compétition de football opposant l'équipe de Labé et celle de N'Zérékoré, a fait 56 morts et de nombreux blessés graves, a annoncé lundi le ministre de l'Information et de la Communication, Fana Soumah, dans un communiqué officiel.

Xinhua

Guinée: de nombreux morts après un match de foot à N'Zérékoré/DR

SÉNÉGAL

Léger réaménagement gouvernemental

Le président sénégalais Bassirou Diomaye Faye a procédé lundi à un léger réaménagement du gouvernement, marqué par la nomination de Yankhoba Diémé au poste de ministre des Infrastructures, des Transports terrestres et aériens, en remplacement d'El Malick Ndiaye, élu président de l'Assemblée nationale.

M. Diémé, précédemment ministre du Travail, de l'Emploi et des Relations avec les institutions, cède son ancien poste à Abass Tall qui fait pour la première fois son entrée dans le gouvernement. Le cabinet est toujours dirigé par le Premier ministre Ousmane Sonko, qui est à la tête de 25 ministres et de cinq secrétaires d'Etat.

M. Sonko a annoncé le même jour la détermination de son gouvernement de poursuivre «inlassablement ses actions pour préparer l'avenir, redonner davantage la confiance aux jeunes avec l'accompagnement soutenu de l'Etat».

Le gouvernement conti-



Le nouveau gouvernement du Sénégal/DR

nuera à faire face aux urgences économiques et sociales, en veillant au succès de la campagne de commercialisation de la campagne agricole, en ac-

centuant la lutte contre la vie chère et l'amélioration du pouvoir d'achat, en redressant les finances publiques, en veillant à l'exploitation des ressources

naturelles, en procédant à la relance de l'économie nationale et en veillant à l'accélération de la reddition de comptes, a-t-il promis.

El Malick Ndiaye élu président de l'Assemblée nationale

Le ministre sénégalais des Infrastructures et des Transports terrestres et aériens, El Malick Ndiaye, a été élu lundi président de l'Assemblée nationale du Sénégal pour un mandat de cinq ans.

M. Ndiaye, qui a été élu député sur la liste des Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (Pastef, parti au pouvoir), a démissionné du gouvernement pour pouvoir occuper la présidence de l'Assemblée nationale. Seul candidat à ce poste, M. Ndiaye a été élu par ses collègues lors de l'installation des 165 députés issus des élections législatives du 17 novembre. Agé de 41 ans, il est titulaire d'un diplôme en management, commerce international, transport et logistique.

CAMEROUN

Premier salon interprofessionnel de l'aquaculture pour booster la production du poisson

La première édition du Salon interprofessionnel de l'aquaculture du Cameroun a été inaugurée lundi à Yaoundé, capitale camerounaise, a rapporté la CRTV le média d'Etat.

Placé sous la supervision du ministère camerounais de l'Elevage, des Pêches et des Industries animales, ce salon, dont le thème est «L'impact sur l'import-substitution, l'apport de la filière aquacole», vise à promouvoir le développement de l'aquaculture au Cameroun. Jusqu'au 6 décembre, les acteurs locaux vont échanger avec les partenaires internationaux au sujet des formations et des semences améliorées à proposer aux aquaculteurs en vue de booster la production aquacole au Cameroun. Une trentaine de pays prennent part à ce salon.

Xinhua

COOPÉRATION

La Chine fournira un soutien important à la transformation numérique de l'Afrique

L'Afrique possède un immense potentiel dans les domaines du commerce électronique et des services numériques, et les technologies et investissements chinois fourniront un soutien important à la transformation numérique du continent, a déclaré Alaa Ezz, secrétaire général de l'Union des Chambres de commerce de l'Afrique.

Il a fait ces remarques lors d'un forum organisé dans le cadre de la deuxième édition de l'Exposition internationale des chaînes d'approvisionnement de la Chine, qui s'est conclue le 30 novembre dans la capitale chinoise. Ces dernières années, la coopération économique entre la Chine et l'Afrique s'est continuellement renforcée, couvrant des domaines importants, tels que la construction d'infrastructures, le développement vert et l'économie numérique. Avec l'accélération du processus de numérisation à l'échelle mondiale, l'Afrique s'efforce également de promouvoir le développement de l'économie numérique.

L'exposition des chaînes d'ap-

visionnement est une plateforme d'échanges et de coopération qui offre non seulement des opportunités de collaboration avec des entreprises et institutions chinoises, mais permet également aux participants d'élargir leurs voies de coopération et de nouer de nouvelles amitiés avec d'autres régions du monde, a indiqué le secrétaire général.

D'après lui, cet événement se concentrait sur deux sujets

importants, à savoir la logistique et le libre-échange. «Les barrières, qu'elles soient non tarifaires ou tarifaires, entravent le commerce international, et au final, ce sont les consommateurs et les citoyens ordinaires qui en paient le prix», a-t-il souligné. Il a indiqué que l'Afrique était ouverte à tous les partenariats mondiaux, en particulier à la coopération avec la Chine.

«La Chine, en tant que

principal partenaire commercial et investisseur en Afrique, a réalisé des investissements importants dans les infrastructures, favorisant la construction et le développement des ports, des chemins de fer et des routes en Afrique et ouvrant ainsi des portes vers le monde pour les pays africains, en particulier les nations enclavées», a-t-il noté.

Alaa Ezz a également exprimé son ferme soutien à l'initiative «Ceinture et Route», la qualifiant de «lien clé qui connecte le continent africain à la Chine et au reste du monde». Selon lui, la coopération avec la Chine permettra à l'Afrique de progresser vers un avenir plus prospère et durable.

«Les barrières, qu'elles soient non tarifaires ou tarifaires, entravent le commerce international, et au final, ce sont les consommateurs et les citoyens ordinaires qui en paient le prix»

AFRIQUE / ÉTATS-UNIS

Joe Biden en Angola

Le président américain, Joe Biden, est arrivé en visite officielle en Angola le 2 décembre, avant l'entrée en fonction de Donald Trump, le 20 janvier 2025. Ce voyage qui s'achève le 4 décembre marque un tournant important dans les relations diplomatiques et économiques entre les États-Unis et l'Afrique, en général, et l'Afrique centrale en particulier.

Le 46e président des États-Unis honore sa promesse de se rendre en Afrique pendant son mandat ; un voyage in extremis en Angola, censé affirmer les ambitions américaines sur le continent face à la Chine. Joe Biden, 82 ans, cédera la place à son successeur Donald Trump, le 20 janvier 2025. Ce voyage est le premier d'un président américain en Afrique depuis 2015. Selon Frances Brown, conseillère spéciale pour les affaires africaines, cette visite s'inscrit dans une vision plus large de coopération où l'Afrique joue un rôle clé dans la résolution des grands défis mondiaux. « Les États-Unis reconnaissent l'importance du leadership africain pour relever ces défis à l'échelle mondiale. L'objectif de la visite est de promouvoir le commerce et les investissements entre les États-Unis et l'Angola », a-t-elle précisé. Le président américain a choisi l'Angola, un pays pétrolier d'Afrique centrale bordant l'Atlantique. Cette visite vise à mettre en lumière le rôle de l'Angola en tant que leader régional et à célébrer les progrès réalisés dans les relations bilatérales entre les deux nations.

Les États-Unis investissent dans les rails en Afrique centrale

Un point central du séjour du président américain sera le projet du corridor de Lobito, un ambitieux projet d'infrastructure destiné à améliorer la connectivité régionale en Afrique centrale. Le « Couloir de Lobito » est un gigantesque projet de voie ferrée



Le président des États-Unis, Joe Biden, salue le ministre angolais des affaires étrangères, Tete Antonio, à l'aéroport international de Luanda, le 2 décembre 2024. ELIZABETH FRANTZ/REUTERS

reliant le port angolais de Lobito à la République démocratique du Congo, avec la construction d'un embranchement vers la Zambie, pour acheminer des matières premières stratégiques (cuivre, cobalt...). En recevant fin 2023 son homologue angolais, Joao Lourenço, Joe Biden avait qualifié ce chantier - également soutenu par l'Union européenne - de « plus important investissement américain de tous les temps dans le rail africain ». Le projet du corridor de Lobito ne se limite pas à une simple ligne de transport, mais cherche également à améliorer

l'accès aux services essentiels tels que l'éducation ; à faciliter les échanges commerciaux et à favoriser la connectivité numérique.

Les États-Unis favorables à l'autonomie des partenaires africains

« L'approche des États-Unis repose sur le principe de l'autonomie des pays partenaires, leur offrant ainsi la possibilité de prendre des décisions indépendantes sans pression », a indiqué la conseillère spéciale pour les Affaires africaines. Elle a insisté sur une stimulation d'une « compéti-

tion saine » pour attirer des investissements, tout en garantissant la souveraineté des nations concernées. Les discussions qui auront lieu au cours de la visite aborderont une série de questions importantes, y compris celles relatives à la démocratie et à la gouvernance. Le président américain a toujours affirmé l'importance d'un engagement continu en faveur des principes démocratiques. Les deux pays ont souligné la nécessité d'une coopération véritable et transparente pour garantir le succès des investissements.

La question de la dette et de la Chine

Le président américain affirmera les ambitions de Washington face à Pékin. Les gouvernements africains sont en demande « d'alternatives » aux pharaoniques investissements chinois, surtout si ces derniers ont pour conséquence que « les États se retrouvent avec une dette écrasante » envers Pékin, a assuré un haut responsable américain. L'argument devrait porter : l'Angola est endettée à hauteur de 17 milliards de dollars auprès de la Chine, soit 40 % du total de sa dette. Pour le président angolais, cette visite serait comme « réaliser un rêve, être celui qui fait venir pour la première fois un président américain » dans l'ancienne colonie portugaise, qui s'était alliée à l'Union soviétique pendant la guerre froide, juge Cesaltina Abreu, sociologue à l'université catholique d'Angola. Joao Lourenço cherche à diversifier les partenariats de son pays, au-delà de la Chine et de la Russie. Pour la chercheuse, reste à voir si la tentative de reconquête américaine va se poursuivre. « Si Trump s'intéresse autant à l'Afrique et à l'Angola que pendant son premier mandat, il y aura un recul par rapport aux programmes lancés par Biden », a-t-elle estimé.

À Luanda, le président américain s'entretiendra avec son homologue angolais et prononcera un discours. Washington promet des annonces en matière de santé, d'agriculture, de coopération militaire et de préservation du patrimoine culturel.

Noël Ndong

4^e ÉDITION DU FESTIVAL SLAMOUV

Les candidatures sont lancées

Les inscriptions à l'appel à candidatures pour la quatrième édition du festival international slamouv sont ouvertes jusqu'au 1er janvier 2025. Les artistes slameurs, slameuses et amoureux du slam ainsi que les slameu(se)rs professionnel(le)s sont invités à participer aux spectacles dudit festival. La candidature féminine est très encouragée.

La quatrième édition se tiendra en avril 2025 à Brazzaville sur le thème « Pousser des racines et des ailes ». Les désireux sont appelés à soumettre leur candidature en remplissant le formulaire via le site du festival www.slamouv.slamourail.org. Lien de candidature : <https://docs.google.com/.../1FAHv4FRUBWfpuBh5dmLwk5.../edit>

Des éléments à fournir : nom, prénom, genre, numéro de téléphone, vos attentes au festival, liens de vos spectacles slam (pas de clip), le dossier artistique doit contenir une fiche technique du

candidat ou de la candidate, un résumé du spectacle à présenter et vos démarches artistiques.

Le festival mènera au cours de cette manifestation culturelle des activités autour des concerts slam, des ateliers de formation, des rencontres, des formations artistiques, des tables rondes, des cartes blanches et des conférences-débats. Celui-ci vise à révéler des œuvres de qualité, à favoriser les échanges interculturels et à proposer des formations pour la survie et le développement du slam au Congo et en Afrique.

L'association slamourail que préside la slameuse Mariusca Moukengue organise chaque année au Congo Brazzaville une rencontre internationale du slam. Le festival Slamouv est une plateforme de partage, de réseautage, d'ouverture au monde, de jumelage artistique entre les villes. Il a pour objectif de promouvoir, de valoriser les slameurs d'ici et d'ailleurs. Les activités du festival s'inscrivent autour des concerts slam, des ateliers de formation, des rencontres (tables rondes, speed-meeting, des cartes blanches, des slamouv à...).

Rosalie Tsiankolela Bindika

ASSOCIATION SLAMOURAIL

FESTIVAL SLAMOUV

Le festival Slamouv lance un appel à candidature aux artistes slameurs professionnels désireux participer à sa 4^{ème} édition.

Inscrivez-vous dès maintenant en remplissant le formulaire de candidature sur le site du festival : www.slamouv.slamourail.org

FORÊTS DU BASSIN DU CONGO

742 nouvelles espèces de faune et de flore découvertes

Le rapport publié par le WWF, qui documente le travail de centaines de scientifiques issus de divers horizons, dévoile une impressionnante variété de nouvelles espèces, incluant des plantes jusqu'alors inconnues, des invertébrés, des poissons, des amphibiens, des reptiles, des oiseaux et des mammifères.

Le Fonds mondial de la nature (WWF) vient de publier, le 3 décembre 2024, un rapport qui révèle que 742 nouvelles espèces de faune et de flore ont été découvertes dans le Bassin du Congo au cours des dix dernières années. Ce rapport intitulé « *Des nouvelles vies dans le Bassin du Congo, une décennie de découvertes d'espèces (2013-2023)* », précise cette ONG internationale active dans la conservation, met en lumière la biodiversité remarquable et les besoins urgents de conservation de l'un des écosystèmes les plus vitaux au monde. Il s'inscrit dans la continuité du Rapport-Planète-Vivante 2024 du WWF, qui a révélé un déclin alarmant des populations mondiales de la faune, notamment dans les régions tropicales.

Sur près de quatre-vingts pages, le rapport publié par WWF documente, en effet, le travail de centaines de scientifiques issus de divers horizons dont les universités, les organisations de conservation et les instituts de recherche à travers le monde. Il dévoile une impressionnante variété de nouvelles espèces, incluant des plantes jusqu'alors inconnues, des invertébrés, des poissons, des amphibiens, des reptiles, des oiseaux et des mammifères. Les espèces ont été découvertes grâce à des recherches de terrain approfondies, incluant la collecte de spécimens, l'analyse génétique et la documentation, souvent en collaboration avec les communautés locales. « Parmi ces découvertes figurent des orchidées uniques, de nouvelles espèces de café, de grenouille griffue, de crocodile, de poisson électrique, de hibou, d'araignée, de tortue, et même une espèce de singe connue localement sous le nom de "lesula" », précise le WWF dans un commu-



niqué qui annonce cette publication.

La protection de ces écosystèmes

Pour le WWF, ces découvertes illustrent non seulement la richesse du Bassin du Congo, mais également l'urgence de mener des efforts de conservation pour protéger ses écosystèmes fragiles. Surnommé les « poumons de l'Afrique », souligne le WWF, le Bassin du Congo est le plus grand puits de carbone au monde. Et de continuer : « Il abrite également la plus vaste tourbière tropicale de la planète. S'étendant sur six pays, sa forêt tropicale assure la sécurité alimentaire et constitue un moyen de subsistance essentiel pour les populations autochtones et locales, tout en offrant un habitat crucial pour les espèces en danger ».

Le rapport de WWF révèle la grande importance du Bassin du Congo du moment où l'Amazonie est de plus en plus menacée par des points de basculement dangereux. « Le Bassin du Congo n'est pas seulement un refuge de

biodiversité ; il est essentiel au bien-être de plus de 75 millions de personnes qui dépendent de ses ressources pour leur alimentation, leur abri et leur identité culturelle », a déclaré le directeur régional du WWF pour le Bassin du Congo, Dr Martin Kabaluapa. Pour lui, ce rapport est un appel à l'action pour les gouvernements, les conservateurs et les communautés, afin qu'ils unissent leurs efforts pour protéger ce patrimoine naturel irremplaçable. « Alors que nous célébrons ces découvertes, nous reconnaissons également la responsabilité urgente de préserver cet écosystème vital », a insisté le Dr Kabaluapa. Alors que de son côté, le responsable de la Conservation pour le Bassin du Congo au WWF International, Jaap van der Waarde, a réitéré l'indéfectible engagement de cette ONG envers le Bassin du Congo. « Le WWF travaille aux côtés des communautés locales, des gouvernements et des groupes autochtones pour protéger ces écosystèmes. Des programmes d'éco-surveillance à la certification Forest Stewardship

Council (FSC) des concessions forestières, notre objectif est de garantir que les générations futures pourront admirer les merveilles du Bassin du Congo », a-t-il souligné.

Des connaissances autochtones dans la conservation

Pour le WWF, ce rapport célèbre également le rôle des connaissances autochtones dans la conservation. LONG a, en effet, rappelé que les communautés autochtones, qui cohabitent avec ces forêts depuis des générations, sont des acteurs clés dans la préservation et la compréhension de cette biodiversité. « Bon nombre des espèces mentionnées dans ce rapport, bien que nouvellement décrites dans la littérature scientifique, sont connues des communautés locales depuis des générations », a indiqué le WWF dans son communiqué. Pour le coordinateur des Peuples autochtones pour le WWF-Cameroun, Moïse Kono, « Depuis des siècles, les communautés autochtones vivent en harmonie avec les forêts. Reconnaître leurs connaissances est essentiel au succès des initiatives de conservation ». Pour lui, « il est crucial que leurs voix et leurs droits soient respectés en tant que gardiens de ces terres ».

De son côté, le WWF appelle à une action urgente pour protéger la biodiversité unique et menacée du Bassin du Congo. « Les gouvernements de la région se sont engagés à placer 30 % de leurs terres sous une forme de protection d'ici 2030, et ils ont besoin d'un soutien pour identifier ces zones et les protéger efficacement. Les aires protégées existantes nécessitent une gestion efficace », a souligné cette ONG. Notant une récente étude me-

née au Gabon et en République du Congo qui a révélé qu'un plus grand nombre de grands mammifères se trouvent dans les concessions forestières certifiées par le FSC, contrairement aux forêts non certifiées, WWF a fait savoir que la certification en matière de durabilité s'avère donc être une méthode éprouvée pour protéger la biodiversité tout en générant des avantages économiques pour les communautés et les gouvernements.

Ce rapport de WWF, note-t-on, couvre six pays dont le Cameroun, la République Centrafricaine, la République Démocratique du Congo, le Guinée Équatoriale, le Gabon et la République du Congo. Alors que cette ONG est active dans cinq de ces pays, à l'exception de la Guinée Équatoriale. Ces découvertes comprennent 430 plantes, 140 invertébrés, 96 poissons, 22 amphibiens, 42 reptiles, 2 oiseaux et 10 mammifères. Alors que dans la répartition par pays, au Cameroun, il a été découvert 238 espèces, en République Centrafricaine, 25 espèces, en République démocratique du Congo, 259 espèces, en Guinée Équatoriale, 59 espèces, au Gabon, 262 espèces et en République du Congo, 65 espèces.

Il est également noté que le Bassin du Congo est confronté à d'importantes pressions environnementales, notamment la déforestation, le braconnage, le changement climatique, l'exploitation minière et les conflits entre humains et faune. « Ces menaces mettent en danger non seulement les espèces nouvellement découvertes, mais aussi des espèces emblématiques telles que les éléphants de forêt et les grands singes », souligne-t-on.

Lucien Dianzenza



ADIAC

Toute l'actualité
Du Bassin du Congo
EN VIDÉO

www.adiac.tv



PROJET DU CORRIDOR DE LOBITO

Justicia Asbl plaide pour la priorisation des intérêts des populations

Craignant que ce projet puisse accroître les importations à bas coût de produits agricoles subventionnés, freinant ainsi le développement de l'agriculture congolaise, cette ONG note que la course effrénée vers les minerais essentiels à la transition énergétique ne devrait pas se faire au détriment des populations et de leurs aspirations à un développement durable, à une meilleure qualité de vie et à la justice sociale.

Réagissant à la visite du président américain, Joe Biden, en Angola, ainsi que la tenue d'une réunion de haut niveau, le 4 novembre 2024 en Angola, où il devrait rencontrer les dirigeants des pays concernés par le projet du Corridor de Lobito, l'organisation de promotion et protection des droits de l'homme basée en République démocratique du Congo (RDC), Justicia Asbl, qui dit suivre avec un intérêt soutenu les récents développements sur ledit Corridor, exhorte le gouvernement des Etats-Unis et l'Union européenne, principaux bailleurs des fonds dans ce projet, à se préoccuper d'associer les populations locales à ce projet et de tenir compte de leurs besoins réels. Cette ONG dit aussi attendre du gouvernement congolais, de mettre à la disposition du public toutes les informations sur ce corridor, dans un souci de transparence et de participation citoyenne. Alors qu'elle invite, par

contre, les partenaires soucieux du développement économique de la RDC, à investir dans des corridors capables de connecter diverses provinces, de favoriser la mobilité des populations et, surtout, de stimuler les activités commerciales autour des villes traversées. « Ces investissements contribueraient non seulement à renforcer l'intégration économique nationale, mais également à promouvoir un développement inclusif et durable », a souligné Justicia Asbl dans un communiqué signé le 3 décembre par son président, Me Timothée Mbuya.

Cette ONG appelle à une prise en compte urgente et responsable des droits et aspirations des populations locales dans la mise en œuvre de ce projet d'envergure. « Le développement économique ne doit pas se faire au détriment de la justice sociale et des besoins fondamentaux des communautés directement

concernées », a insisté Justicia Asbl.

Elle rappelle, en effet, que cette infrastructure ferroviaire de grande envergure visant à relier le port de Lobito, sur la côte atlantique de l'Angola, aux régions minières de la RDC et de la Zambie a fait l'objet de promesses d'investissements et de prêts s'élevant à plusieurs millions de dollars de la part du gouvernement américain et l'Union européenne. A l'en croire, avec la hausse de la demande pour les matières premières critiques, les marchés américain et européen cherchent à y accéder plus rapidement, de manière fiable et compétitive. A cet égard, pense l'ONG, le Corridor de Lobito revêt d'une importance stratégique, car il constitue le moyen le plus rapide et efficace de se procurer de ces minerais, tout en réduisant la dépendance aux routes commerciales dominées par la Chine. Cependant, a-t-elle

souligné, alors que l'essentiel du trafic le long de ce corridor proviendra de la RDC, il est préoccupant de constater que les progrès en matière d'investissements sont nettement plus avancés du côté angolais et zambien que du côté congolais. « Et pourtant, sans la RDC, il ne peut y avoir de véritable corridor favorisant l'intégration économique et une croissance inclusive », a indiqué cette ONG, regrettant que le gouvernement congolais semble adopter une posture passive face à un agenda et une cadence imposés de l'extérieur.

Justicia Asbl note, en outre, que les discussions sur la deuxième phase du projet, à savoir la construction d'une ligne ferroviaire de 800 km reliant la frontière congolaise à Kolwezi, se déroulent sans impliquer ni informer les populations locales. « Leurs besoins en matière de développement local ne sont pas pris en compte. Ce qui illustre

un manque total de transparence et de considération pour les populations impactées par ce projet », a souligné cette organisation. Et d'indiquer que le développement du corridor de Lobito comporte un risque réel de favoriser la surexploitation des minerais critiques de la RDC et de la Zambie sans qu'aucune valeur ne soit ajoutée à l'industrie locale. Par ailleurs, pense cette ONG, l'accès direct au Port de Lobito pourrait accroître les importations à bas coût de produits agricoles subventionnés, freinant ainsi le développement de l'agriculture congolaise. « La course effrénée vers les minerais essentiels à la transition énergétique ne devrait pas se faire au détriment des populations et de leurs aspirations à un développement durable, à une meilleure qualité de vie et à la justice sociale », a fait savoir l'organisation.

Lucien Dianzenza



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un Espace de Vente: Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE (africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc.



Un Espace culturel Pour vos Manifestations :
Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.



Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassous N'Gusso
immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert

DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h



ANNONCE DE RECRUTEMENT

Une société de la place recrute pour son siège à Brazzaville les profils selon les détails ci après:

•POSTE: CONTROLEUR DE GESTION

Lieu : Brazzaville

Type de contrat : CDI

Compétence:

- avoir une solide formation comptable et financière
- avoir une bonne maîtrise des outils informatiques;
- avoir le sens de l'organisation et rigueur;
- Avoir un talent de négociation;
- Avoir des qualités relationnelles;
- Esprit de synthèse;
- Etre autonome.

Expérience:

- Avoir 3 à 5 ans d'expérience professionnelle

Diplôme:

- avoir un BAC+5 en Audit et Contrôle de Gestion;
- Formation de niveau Bac +2/3: BTS, Licence en comptabilité-Gestion, gestion Comptable et financière

•POSTE: RESPONSABLE SECURITE SYS-

TEME INFORMATIQUE

Lieu : Brazzaville

Type de contrat : CDI

Compétence:

- Avoir une connaissance sur ITIL, COBIT;
- Avoir une bonne connaissance sur le corps Banking, sur les système de Moyen de paiement;
- Avoir une connaissance sur le système d'exploitation clients et serveurs.

Expérience:

- Avoir une expérience de 5 ans dans la banque;

Diplôme:

- Avoir un BAC+5 dans les domaines suivants:
- Informatique;
 - Administration système et Réseau
 - Génie logiciel
 - Télécom ou Gestion à l'informatique

•POSTE: CHARGE DU RECOUVREMENT

Lieu: Brazzaville

Type de contrat: CDI

Compétence:

- Bonne connaissance du droit communautaire OHADA;

- Connaissance de la réglementation bancaire;
- Compétence en négociation;
- Bonne aptitude rédactionnelle et bonne expression orale
- Bonne connaissance du pack office.

Diplôme:

Avoir un BAC +4/5 en droit privé ou un diplôme équivalent.

Expérience:

Avoir au moins trois (3) ans d'expérience en milieu bancaire ou en cabinet d'huissier de justice.

NB: Les candidatures sont à envoyer uniquement par voix électronique à l'adresse suivante: recrutement.talent@bscabank.com Le dernier délai de dépôt de candidature est fixé au 14/12/2024 à 23h59.



OFFRE D'EMPLOI – AMBASSADE DES ETATS-UNIS A BRAZZAVILLE

POSTES VACANTS: Date de clôture : 10 décembre 2024

- Security Investigator (Investigateur/trice)

EXIGENCES DU POSTE & COMMENT POSTULER

Merci de bien vouloir visiter le site web : <https://erajobs.state.gov/dos-era/cog/vacancy-search/searchVacancies.hms> (Copiez ce lien et collez-le dans votre navigateur Google Chrome ou Microsoft Edge).

NB: Seules les candidatures soumises par voie électronique seront traitées.

La Mission des États-Unis à Brazzaville valorise une main-d'œuvre d'origines, de cultures et de points de vue différents et nous adoptons une approche de tolérance zéro à l'égard du harcèlement. Nous nous efforçons de créer un environnement accueillant pour tous, et nous invitons les candidats d'horizons divers à postuler.

CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Ngandzoura Rufin Paul. Je désire désormais être appelé Ondzié Ngandzoura Rufin Paul.

Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois (3) mois.

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo un acteur économique majeur à vos côtés



*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

PROGRAMME « THRIVING FORESTS »

Mbou-Mon-Tour parmi les heureux gagnants

L'organisation non gouvernementale (ONG) congolaise est choisie pour faire partie du programme de protection des forêts d'un million d'hectares destiné à soutenir les communautés d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud. Elle se décide d'affecter le soutien qu'elle va recevoir dans la restauration des forêts menacées, renforçant ainsi une défense mondiale essentielle contre le changement climatique.

Mbou-Mon-Tour fait partie des premières organisations sélectionnées pour bénéficier du soutien du programme « Thriving forests » lancé lors du sommet mondial sur le climat qui s'est tenu à Bakou, en Azerbaïdjan. L'organisation congolaise se compte parmi les huit qui ont été sélectionnées pour bénéficier d'un financement et du soutien des experts.

Cette ONG, souligne-t-on, met en œuvre une approche innovante qui consiste à concilier la conservation de la biodiversité, en particulier des bonobos dans leur milieu naturel, la lutte contre le changement climatique et le développement socio-économique des communautés locales.

Les subventions, les conseils d'experts et l'apprentissage par les pairs aideront Mbou-Mon-Tour, notamment à développer l'écotourisme, à améliorer la visibilité de ses interventions ainsi que sa gouvernance et ses systèmes de fonctionnement, à faire connaître son impact et à attirer d'autres financements. « Le succès de notre modèle repose sur l'implication des communautés locales dans toutes les étapes de l'exécution des projets », a expliqué le président de l'ONG Mbou-Mon-Tour,

Jean Christophe Bokika. « Ces communautés locales sont de grandes protectrices des forêts et de la biodiversité. Aujourd'hui, si nous avons les bonobos à seulement 300 km au Nord de Kinshasa, c'est grâce à l'observation de leurs savoirs ancestraux. Pour leur savoir-faire et savoir-être, ces communautés méritent une reconnaissance nationale et internationale », a-t-il poursuivi.

Les forêts en première ligne

Justifiant ce soutien alloué aux organisations qui travaillent avec la population pour la conservation, le président-directeur général de l'ONG Ashden qui organise ce programme, Ashok Sinha, a indiqué que « les forêts sont en première ligne » de leurs actions contre le changement climatique.

« Les forêts sont en première ligne de notre défense contre le changement climatique. Nous savons que les communautés forestières ont les connaissances et la motivation nécessaires pour protéger leurs terres, mais qu'elles manquent souvent de ressources et de contacts pour le faire. C'est pourquoi Thriving forests soutiendra des or-



ganisations remarquables qui travaillent main dans la main avec la population locale, en augmentant ses revenus et en l'aidant à protéger ces écosystèmes vitaux en notre nom à tous », a-t-il souligné.

A l'en croire, l'ambitieux programme « Thriving forests » apportera un soutien immédiat aux organisations de première ligne, mais les mettra également sur la voie de l'obtention de financements supplémentaires. L'objectif ultime, a-t-il insisté, est de faire évoluer les mentalités : le secteur du financement climatique dans son ensemble doit de toute urgence adopter des approches de conservation plus inclusives et

plus responsabilisantes. « Lors du sommet sur le climat COP 29 de cette année, présenté comme un sommet axé sur le financement, ce message est crucial : les dirigeants mondiaux devraient orienter davantage de financements vers les organisations locales qui travaillent si efficacement avec certaines des personnes les plus menacées par l'urgence climatique. Au cours des trois prochaines années de ce programme, Ashden contribuera à faire évoluer les mentalités en diffusant largement les réussites des organisations extraordinaires que nous soutenons », a dit Ashok Sinha, citée dans un communiqué de Mbou-

Mon-Tour, heureuse d'être parmi les lauréats.

Le responsable de la stratégie de The Nature Recovery Project, James Berry, s'est réjoui que « l'objectif du Nature Recovery Project de protéger, restaurer et accroître la biodiversité dans les forêts tropicales humides menacées et vulnérables ait fait un nouveau pas en avant avec le lancement de la première cohorte du programme Thriving forests ». Grâce à ce programme, a-t-il fait savoir, la population autochtone et les communautés locales renforceront leur capacité de résistance face aux activités de déforestation qui mettent en péril la vie sur l'ensemble de la planète. Le programme « Thriving forests », lancé lors de la COP 29, souligne-t-on, est un projet ambitieux visant à protéger et à restaurer un million d'hectares de forêts menacées dans le monde entier, en renforçant le travail des organisations ancrées dans les communautés forestières et en aidant la population autochtone et locale à mettre en place ou à développer des moyens de subsistance durables, tels que l'agroforesterie ou l'écotourisme.

Lucien Dianzenza

PROJET GRAND INGA

La société civile exige un dialogue inclusif

Dans un atelier sous la facilitation de la Coalition d'ONG pour le suivi des réformes et de l'action publique (Corap), la société civile et les communautés locales ont redéfini leurs attentes et les actions nécessaires afin de rendre ce projet hydroélectrique véritablement bénéfique pour les populations locales et pour la RDC dans son ensemble.

Les organisations de la société civile (OSC) du Kongo-central, accompagnées de leurs homologues nationales et des experts de la province, ont tenu, le 2 décembre, au chef-lieu de leur province, Matadi, un atelier basé sur des récentes évolutions dans le projet Grand Inga, qui a permis d'analyser l'évolution de ce projet pharaonique. L'activité, facilitée par la Corap, a permis de relever les défis auxquels sont confrontées les communautés locales et d'exprimer des revendications et recommandations fondamentales. Cet atelier a été un moment clé pour redéfinir les attentes et les actions nécessaires afin de rendre le projet Grand Inga véritablement bénéfique pour les populations locales et pour la RDC dans son ensemble.

Dans leurs discussions, les participants ont relevé une multiplication des visites de délégations internationales et locales à Inga et dans les environs, mais aussi un manque de vision claire du gouvernement congolais concernant



Des participants à l'atelierDR

le développement énergétique de la RDC, notamment autour du projet Grand Inga. Selon ces ONG et les communautés locales, en effet, les promesses des différentes délégations ont souvent laissé place à des déceptions, notamment en matière de création d'emplois et de développement infrastructurel. Celles-ci ont éga-

lement relevé un déficit de communication dans le chef des institutions en charge du projet, telles que l'Agence pour le développement et la promotion du projet Inga (ADPI-RDC), isolant ainsi les populations locales et toute la communauté des informations essentielles.

Des recommandations claires

Dans le nombre de recommandations formulées à l'endroit des dirigeants, les communautés locales ont notamment réclamé l'indemnisation des victimes des projets Inga 1 et 2, la participation dans les études d'impacts, et la levée des restrictions sur l'accès des ONG au site d'Inga. Elles

ont également exigé un pourcentage de la production énergétique pour les enfants des ayants droit coutumiers.

Les participants ont également formulé plusieurs autres recommandations dont une audience auprès du chef de l'État pour présenter les préoccupations des communautés, la publication des traités et mémorandums d'ententes liés au projet, ainsi que la mise en place d'un cadre de concertation impliquant toutes les parties prenantes. Pour ces ONG et les communautés locales, la priorité étant d'assurer un développement énergétique durable et inclusif, respectueux des droits des communautés locales.

Dans le cadre de leur travail, les OSC ont également exhorté au renforcement de la synergie entre elles, à un plaidoyer pour faire respecter les droits des communautés et garantir un développement qui ne mette pas en péril l'environnement et les conditions de vie des Congolais.

L.D.

MARCHÉ INTERNATIONAL AFRICAIN

La 18^e édition s'ouvre le 7 décembre à Paris

À l'initiative de l'écrivaine-chroniqueuse camerounaise Jeanne-Louise Djanga depuis 2007, la nouvelle édition du Marché international africain (Mina) se tiendra les 7 et 8 décembre à la Cité fertile de Pantin, Espace des sept arpents, près de Paris.

Le rendez-vous parisien, au label de 54 pays d'Afrique, revient avec la même volonté de la part des organisateurs de vouloir mondialiser la culture de ce continent à travers des échanges fructueux entre lui et l'Europe et au-delà ; créer un univers de partages de savoir-faire, du savoir-être des cultures au pluriel et permettre l'ivresse par les livres, le tout dans une démarche écoresponsable et de développement durable.

Pour cette nouvelle édition, en ligne de mire, réunir et mobiliser la diaspora africaine autour de ce projet innovant. Elle mettra l'accent sur l'inspiration et l'impact du «Black Genius» dans le développement durable et la transition économique et sociale.



Au programme, la littérature, la pharmacopée africaine, les cosmétiques, les traditions, les conférences, le bien-être, la gastronomie, la musique et les danses africaines. Les visiteurs pourront arpenter les allées d'un marché dont les stands leur proposeront une panoplie complète de ces divers produits dans une ambiance musicale festive. Certains d'entre eux, dédiés aux rencontres littéraires, leur permettront d'obtenir une dédicace de la part des auteurs.

L'avocat franco-congolais Germain Yamba a confirmé sa présence au Mina et présentera son nouveau roman «Les amours éternelles» aux Éditions La Simarre.

Marie Alfred Ngoma

COPIE

INSERTION LEGALE

RECUE CE 20/11/24
ETUDE DE EUGÉNIE MICKOUNGUILT
Huissier de Justice
B.P.: 982 POINTE-NOIRE
REPUBLIQUE DU CONGO

Le Cabinet d'Avocats Sylvie Nicole MOUYECKET-NGANA, sis Avenue Raymond POINCARE, n°1, Rond-Point ex-Score, au-dessus du Restaurant-Bar « Le Central-Bar », en face de la Pâtisserie « Phénicia », B.P.: 5316, Tél.: +(242) 06.651.04.06 / 05.523.52.52, Centre-Ville, Arrondissement n°1, Emery Patrice LUMUMBA, Pointe-Noire, République du Congo ;

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIERE

Il est porté à la connaissance du public qu'il sera procédé le **Samedi 07 décembre 2024 à 11 heures** précises du matin, en l'Etude de Maître Raymond ASSAH, Notaire à la résidence de Pointe-Noire, Etude sise derrière la bourse du travail, à côté de l'Ecole Africaine de Développement (EAD), B.P.: 5005, Tél.: +(242) 06.675.16.15 / 05.553.15.07, Centre-Ville, Arrondissement n°1, Emery Patrice LUMUMBA, Pointe-Noire, République du Congo, à la vente aux enchères publiques de deux (02) immeubles appartenant à la société NEW MARKET ayant pour caution Monsieur Mamadou DOUCOURE ;

A la requête de la Banque CREDIT DU CONGO, Société anonyme avec Conseil d'Administration, au capital de 10.476.730.000 F.CFA, RCCM: CG-BZV-01-2002-B14-00024, NIU: M20066110000051122, dont siège social sis Avenue Amilcar CABRAL, Centre-Ville, Arrondissement n°3, Poto-Poto, Brazzaville, République du Congo ;

Prise en son Siège Central de Pointe-Noire, sis Avenue Emmanuel DADET, RCCM: 09 B 749, B.P.: 1312, Tél.: +(242) 22.294.20.00 / 05.530.13.11 / 06.665.38.02, Fax: 00 33 1 70 44 50 66 / 22.294.32.20, Centre-Ville, Arrondissement n°1, Emery Patrice LUMUMBA ;

Poursuites et diligences de son représentant légal, Monsieur Hicham FADILL, domicilié en cette qualité au siège social sus indiqué ;

Laquelle élit domicile au cabinet de Maître Sylvie Nicole MOUYECKET-NGANA, Avocat au Barreau de Pointe-Noire, dont cabinet sis Avenue Raymond POINCARE, n°1, Rond-Point ex-Score, au-dessus du Restaurant-Bar « Le Central-Bar », en face de la Pâtisserie « Phénicia », B.P.: 5316, Tél.: +(242) 06.651.04.06 / 05.523.52.52, Centre-Ville, Arrondissement n°1, Emery Patrice LUMUMBA, Pointe-Noire, République du Congo ;

Et en exécution :

- > D'une convention d'autorisation de découvert assortie de caution hypothécaire, rédigée sous la forme authentique et revêtue de la formule exécutoire par Maître Maurice MASSELOT, Notaire à la résidence de Pointe-Noire, signée par le représentant de la société New Market, Monsieur MAMADOU DOUCOURE, enregistrée le 31 mai 2011, laquelle étant devenue caduque a été consolidée par une convention d'autorisation avec nantissement de fonds de commerce et renouvellement des cautions hypothécaires, rédigée sous la forme authentique et revêtue de la formule exécutoire du 13 juillet 2012 par Maître ASSAH Raymond, Notaire titulaire d'un office notarial à la résidence de Pointe-Noire, sis derrière la bourse du travail, à côté de l'Ecole Africaine de Développement (EAD), B.P.: 5005, Tél.: +(242) 06.675.16.15 / 05.553.15.07, Centre-Ville, Arrondissement n°1, Emery Patrice LUMUMBA, Pointe-Noire, République du Congo ;
- > D'un commandement aux fins de saisie immobilière du Ministère de Maître Eugénie MICKOUNGUILT, Huissier de Justice, Commissaire-Preneur, à la résidence de Pointe-Noire, en date du 26 février 2013, publié pour valoir saisie le 18 mars 2013 par le Divisionnaire de la Conservation des Hypothèques et de la Propriété Foncière de Pointe-Noire ;
- > De la grosse exécutoire de l'ordonnance rôle n°537, répertoire n°231, rendue le 10 octobre 2024 par Monsieur le Président du Tribunal de Grande Instance de Pointe-Noire, statuant sur requête ;

IL SERA ADJUGE AU PLUS OFFRANT ET DERNIER ENCHERISSEUR :

Les immeubles ci-dessous désignés appartenant à la société NEW MARKET, société à responsabilité limitée, au capital de 1.000.000 F.CFA, RCCM: n°06-B-239, dont le siège social est sis avenue PEMOUSSO, ligne 3, vers le Grand Marché, B.P.: 4125, Pointe-Noire, et sa caution Monsieur Mamadou DOUCOURE, commerçant, de nationalité congolaise, né le 18 juillet 1975 à Pointe-Noire, domicilié au quartier Siafoumou, ayant pour conseil Maître Célestin M'FOUTOU, Avocat au Barreau de Pointe-Noire, cabinet sis Boulevard du Général DE GAULLE, immeuble de la CNSS, en face de la pâtisserie « La Citronnelle », entrée A, 6^{ème} étage, porte n°109, Centre-Ville, Arrondissement n°1, Emery Patrice LUMUMBA, Pointe-Noire ;

DESIGNATION

- > Une propriété sise à Pointe-Noire, cadastrée section AE, bloc 209, parcelle n°02, d'une superficie de 400 m², objet du titre foncier n°12.678 ;
- > Une propriété sise à Pointe-Noire, cadastrée section AE, bloc 209, parcelle n°03, d'une superficie de 400 m², objet du titre foncier n°25.394 ;

MISE A PRIX

Outre les charges, clauses et conditions insérées au cahier des charges dressé le 02 mai 2013 par Maître Sylvie Nicole MOUYECKET, Avocat au Barreau de Pointe-Noire, et déposé le 02 mai 2013 au greffe du Tribunal de Grande Instance de Pointe-Noire, les enchères seront reçues par :

- > La mise à prix de : 180.000.000 F.CFA
- > Montant des enchères : 21.600.000 F.CFA

Fait et rédigé à Pointe-Noire, le 20 novembre 2024

Par l'Avocat de la partie poursuivante,



Pour tous renseignements, s'adresser à :

- 1)- Cabinet d'Avocats Sylvie Nicole MOUYECKET-NGANA, sis Avenue Raymond POINCARE, n°1, Rond-Point ex-Score, au-dessus du Restaurant-Bar « Le Central-Bar », en face de la Pâtisserie « Phénicia », B.P.: 5316, Tél.: +(242) 06.651.04.06 / 05.523.52.52, Centre-Ville, Arrondissement n°1, Emery Patrice LUMUMBA, Pointe-Noire, République du Congo ;
- 2)- Cabinet d'Huissiers de Justice Eugénie MICKOUNGUILT, sis Avenue Charles DE GAULLE, Immeuble CNSS, 1^{er} étage, en face du cinéma Club 7, B.P.: 982, tél.: +(242) 06.661.74.85 / 05.557.08.59, Centre-ville, Arrondissement n°1, Emery Patrice LUMUMBA, Pointe-Noire, République du Congo ;
- 3)- Greffe du Tribunal de Grande Instance de Pointe-Noire.

FOOTBALL

Les résultats des Diabes rouges et des Congolais de la diaspora

Coupe de France, 8e tour

Sans Mons Bassouamina, non retenu, Clermont gagne son ticket à Angoulême (2-0).

Le calvaire se prolonge pour le Red Star, à la peine en championnat et éliminé de la Coupe par Bobigny (2-2, 2-4 tab). Josué Escartin, titulaire, a été averti à la 30e minute. Fred Dembi, lui, est entré à la 85e.

Martigues l'emporte à Valence (2-0). Alain Ipiélé et Bevic Mousiti Oko étaient tous deux titulaires. L'avant-centre, peu en vue pendant près d'une heure, a doublé le score à la 62e minute après avoir dribblé le gardien local. Les deux internationaux congolais ont été remplacés à la 73e minute. C'est le premier but de BMO depuis son arrivée au FCM. Seizième de finalistes la saison dernière, Orléans quitte la compétition prématurément. L'équipe de Marvin Baudry et Owen Matimbou, tous deux titulaires, est poussée aux tirs au but par La Roche-sur-Yon (1-1, 2-4). Grenoble assure son rang à Istres (4-0). Nolan Mbemba est entré à la 72e minute, tandis que Loris Mouyokolo est resté sur le banc. Dans les buts du club bucco-rhodanien, pensionnaire de N2, Wil Césaire Matimbou était titulaire. Feignies-Aulnoye poursuit son aventure après son court succès



Dila Gori est à une victoire de la deuxième place du championnat géorgien./DR

contre Gallia Lucciana (1-0). Titulaire, Kévin Koubemba a été remplacé à la 67e minute. Steevy Mazikou était titulaire lors de la qualification de Bastia

face à Nancy (2-0). Amiens l'emporte facilement chez les amateurs de Calais-Beau-Marais (3-0). Yvan Ikia Dimi a été averti à la 37e minute

et remplacé à la 63e.

Privé d'Atanael Bouékou, blessé, Quevilly-Rouen valide son billet pour les 32es chez les amateurs de Liancourt-Clermont (1-0). Notons la présence des Congolais Yves Owomat, titulaire en défense, et Benilde Koubemba entré à la 77e minute, au sein de l'effectif du club de Régional 2.

Le Puy garde le cap à Agde (5-0). Remplaçant, Victor Mayela est entré à la 75e minute.

Neuilly-sur-Marne, club de N3, sort la tête haute à Valenciennes (3-4), sans Dolan Bahamboula, resté sur le banc.

Victor Mayela était titulaire lors du succès de Sochaux à Mâcon (2-0).

Evrald Loubacky, titulaire au poste de latéral droit, et Vierzon se qualifient aux tirs au but sur le terrain de Marmande. Le score était de 2-2 à l'issue du temps réglementaire.

Victorieux de Colmar (1-1, 4-3 aux tirs au but), Haguenau et Bridges Loumouamou iront en 32es. Signalons la présence de Pythoclès Bazolo et Pierre-Ange Omombé, entrés aux 73e et 89e minutes, dans les rangs colmariens.

Albanie, 15e journée, 1re division

Le Partizani prend un point dans

le derby de Tirana (0-0). Remplaçant, Archange Bintsouka est entré à la 46e minute. Le Partizani reste en tête avec deux points d'avance sur Egnatia.

Géorgie, 35e et avant-dernière journée, 1re division

Vainqueurs sur la pelouse du Dinamo Batumbi (0-2), Dila Gori et Romaric Etou, averti à la 59e minute, reprennent la deuxième place avant leur ultime match face à Kolkheti Poti, samedi prochain. Deo Gracia Bassinga n'était pas dans le groupe.

Portugal, 12e journée, 1re division

Gil Vicente coule à Guimaraes (0-4). Remplaçant, Jordi Mboula est entré à la 58e minute.

Roumanie, 18e journée, 1re division

L'UTA Arad de Ravy Tsouka Dozi, averti à la 52e minute, l'emporte chez l'Universitateta Cluj (1-0). L'UTA est 10e.

Turquie, 14e journée, 1re division

Sans Chandrel Massanga, en phase de reprise, Hatayspor prend un point face à Basiktas (1-1).

Turquie, 14e journée, 2e division Sakaryaspor bat Boluspor 2-1. Simon Nsana était titulaire et a été averti dès la 3e minute. Dylan Saint-Louis est entré à la 75e.

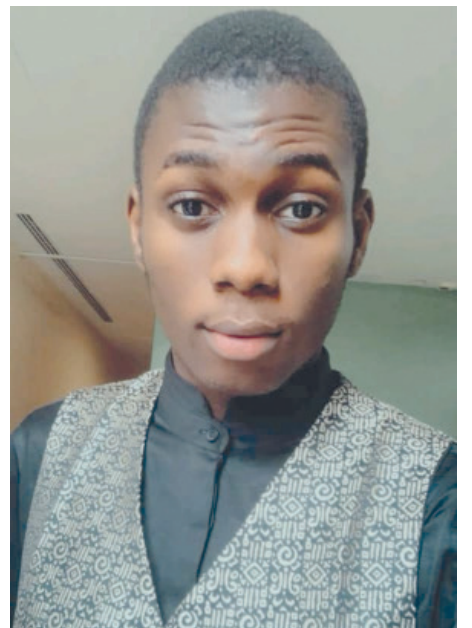
Camille Delourme

NÉCROLOGIE

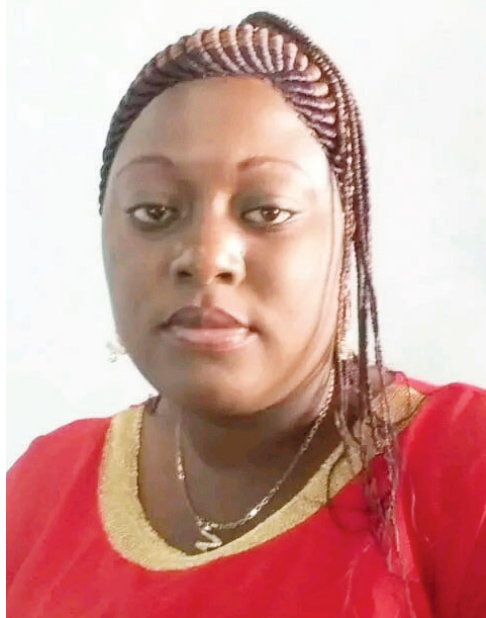
Charlem Léa Itoua, Raïssa Legnoki, agents Dépêches de Brazzaville, les familles Ngambomi, Bangoyina et Mme Monéné Jeanne, ont le regret d'informer les parents, amis et connaissances de Brazzaville, Mossaka, Loukolela, Boleko, du décès de leur père, fils, frère, oncle et grand-père, Boniface Legnoki, infirmier d'Etat à la retraite, survenu à Mossaka le 27 novembre 2024. La veillée mortuaire se tient au n°3 de la rue Souanké, Talangaï Brazzaville.



José Destin Mbalou Baheta, ancien agent de la SGENC-Congo et famille ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de son fils, Amour Grâce Destiné Mbalou en service au Grand hôtel de Kintélé, survenu le 23 novembre à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient dans la rue Nganzi-Mpiaka à la Frontière (référence hôtel Vignon) près du Commissariat de police. La date des obsèques vous sera communiquée ultérieurement.



L'union des femmes des médias du Congo (UFEMCO) a le regret d'annoncer à la presse congolaise le décès d'une de ses membres, Mme Nkouka Koudissa Aybiennevie Anastasie, journaliste à La Semaine Africaine. Que son âme repose en paix !



PROGRAMME DES OBSÈQUES DE CLARISSE LOURANDILA SAMBA

Mercredi 4 décembre 2024
-9h30 : levée de corps à la morgue municipale du CHU-B ;
-11h00 : recueillement au domicile familial sis rue Massengo (Rfce : arrêt de bus forage La Base) ;
-12h00 : messe de requiem en la paroisse Saint-esprit de Mougali ;
-13h30 : départ pour le cimetière privé de Wayako ;
-16h00 : retour et fin de la cérémonie.



DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Le Forum pour l'investissement en Afrique s'ouvre aujourd'hui au Maroc

Les journées transactionnelles (market days 2024) du Forum pour l'investissement en Afrique (Africa investment forum) se tiennent à Rabat du 4 au 6 décembre sur le thème « Tirer parti des partenariats innovants pour passer à l'échelle supérieure ». Entre autres objectifs : promouvoir les investissements visant à accélérer la transformation économique du continent.

La Banque africaine de développement (BAD) et ses partenaires affichent leur engagement à stimuler les investissements transformateurs à travers le continent en organisant le Forum pour l'investissement en Afrique, depuis plusieurs années déjà. Celui-ci constitue, en effet, une plateforme d'accélération de la transformation économique qui met en relation les porteurs de projets, les dirigeants gouvernementaux et les principaux investisseurs en vue de faciliter la réalisation de projets à fort impact.

A Rabat, au Maroc, du 4 au 6 décembre courant, les journées transactionnelles de ce Forum seront ponctuées des sessions visant à rationaliser le processus d'investissement ouvrant ainsi la voie à des négociations directes entre les parties prenantes et les bailleurs de fonds. En faveur des participants, une sélection de projets susceptibles d'être financés est prévue dans divers domaines, notamment les infrastructures, l'énergie,



L'édition 2024 du Forum pour l'investissement en Afrique se tient au Maroc du 4 au 6 décembre DR

l'agriculture et la technologie.

Intervenants

Les thématiques à l'ordre du jour seront développées par des intervenants dont les dirigeants des institutions financières et les figures de proue du patronat africain. Parmi eux, Akinwumi Adesina, président de la BAD ; Admassu Tadesse, président de la Banque de commerce

et de développement ; Benedict Oramah, président d'Afreximbank ; Boitumelo Mosako, présidente de la Banque de développement d'Afrique australe ; Dagnawit M. Bekele, directrice du Fonds pour la paix à l'Union africaine ; Eng. Hani Salem Sonbol, président de Société internationale Islamique de Financement du

Commerce. La liste n'est évidemment pas exhaustive. Il convient de souligner que le Forum de l'investissement en Afrique est une plateforme multipartite et pluridisciplinaire qui fait progresser les projets jusqu'au stade de la bancabilité, lève des capitaux et accélère les transactions jusqu'à la clôture financière. Sa vision

est de canaliser les capitaux vers les secteurs critiques pour atteindre les Objectifs de développement durable, les « High 5 » de la BAD et l'agenda 2063 de l'Union africaine. Depuis sa première édition en 2018, ce Forum a mobilisé 183 milliards de dollars d'intérêts d'investissement.

En rappel, les fondateurs du Forum de l'investissement pour l'Afrique comptent parmi eux des institutions financières africaines de développement les plus influentes. Seulement, aucun groupe bancaire ou de services financiers panafricain n'est actuellement partenaire. Susciter l'engagement des banques panafricaines et renforcer leur participation est crucial pour affirmer cette initiative en tant que plateforme transactionnelle de référence pour les investissements en Afrique, contribuant ainsi à maximiser son impact sur le développement économique du continent.

Rominique Makaya

ARTS MARTIAUX

Plusieurs maîtres apportent leur soutien à Biyoudi Loukombo

Les sportifs de diverses disciplines ont prêté main-forte, le 1er décembre, au moniteur Olivier Biyoudi Loukombo, victime d'une agression à la machette dans la nuit du samedi 23 novembre 2024, au quartier Makazu, à Mfilou dans le 7^e arrondissement de Brazzaville.

Cette visite de solidarité sportive a été effectuée au siège du club de l'Association congolaise de Tonfa. A cette même occasion, la victime a été gratifiée, à titre exceptionnel, au grade de ceinture noire 1er Dan de Close-combat, une initiative de la direction technique de la Fédération congolaise de la discipline.

Selon les explications, le moniteur Olivier Biyoudi Loukombo s'est valablement défendu en appliquant l'une des techniques de Close combat relevant du difficile chapitre des armes blanches, à l'exemple du sabre ou de la machette. La catégorie de l'attaque de la victime, soutiennent certains

maîtres, fait partie des attaques avec armes de face, latérales ou du dos.

Ces grands maîtres et athlètes ayant marqué leur attachement aux valeurs d'entraide et de cohésion qui caractérisent leurs arts viennent de plusieurs disciplines, notamment le Close combat, le Kyok Sul, le Hapkido, le Tir à l'arc, le karaté Wadoryu, le karaté Shotokan, le karaté Kyokushin et le Taekwondo sur le plan national et continental. « Par cette visite de solidarité, nous voulons apporter notre soutien au moniteur Olivier Biyoudi. Nous sommes sa seconde famille. Nous sommes contents puisqu'il a bien



défendu les pratiquants des arts martiaux en maîtrisant l'assaillant », a déclaré un responsable de Close combat.

Selon eux, cette visite sportive pose ainsi les bases d'une confédération des sports de combat et autres. Cette nou-

velle organisation, qui verra le jour prochainement, désire unir les sportifs autour d'une plateforme de défense, de solidarité, d'accompagnement et de vulgarisation des valeurs sportives.

Enfin, ces sportifs pensent que l'emploi des techniques de luxation (clefs) est secondaire. Il permet le désarmement et le contrôle au sol de l'agresseur si cela s'avère nécessaire. « Mais, tout cela n'est possible que grâce à un entraînement régulier et soutenu. Il faut travailler dur et longtemps car, dit-on, il n'y a pas de raccourcis dans la voie du guerrier », a conclu le grand Me Romain Fernand Ondono.

Aubie Gélie Ebata (stagiaire)